



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°8 2024

Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : Les réserves nettes du Bangladesh en hausse grâce à des transferts de fonds et exportations record ;
- ❖ **Bhoutan** : L'inflation enregistre une progression de 4,3% en janvier 2024 ;
- ❖ **Inde** : Révision à la hausse des prévisions de croissance de la Banque centrale pour l'année 2023/24 ;
- ❖ **Maldives** : Nouveau record des chiffres sur le tourisme ;
- ❖ **Népal** : Nouveaux projets de la Banque mondiale au Népal ;
- ❖ **Pakistan** : Baisse de l'inflation en février à 23,1% en g.a. ;
- ❖ **Sri Lanka** : Nouvelle phase d'investissement chinois dans le projet de Colombo Port City ;

LE CHIFFRE A RETENIR

1,88 million

de touristes comptabilisés
aux Maldives en 2023 contre
1,68 million en 2022 (+12%)

Bangladesh

Lancement d'un appel d'offres pour l'attribution des zones de prospection de pétrole et de gaz dans le golfe du Bengale

Le 10 mars, le Bangladesh lancera un appel d'offres international pour la prospection de pétrole et de gaz dans le golfe du Bengale. Les soumissionnaires auront jusqu'à septembre 2024 pour présenter leur offre pour l'attribution de 24 zones *offshore*. Le gouvernement espère finaliser les accords avec les entreprises concernées avant la fin de l'année en cours. ExxonMobil et Chevron ont déjà manifesté leur intérêt.

L'objectif du gouvernement est de pallier les récentes pénuries d'approvisionnement et la montée du prix des énergies fossiles depuis le début de la guerre en Ukraine. Pour rappel, la production de gaz naturel *onshore* au Bangladesh en 2023 a continué de reculer pour atteindre une moyenne de 2090 millions de pieds cubes par jour, soit une diminution d'environ 22% par rapport aux données de 2015. La production domestique ne représente ainsi plus que la moitié des besoins du pays.

Les réserves nettes du Bangladesh en hausse grâce à des transferts de fonds et exportations record

Les transferts de fonds ont augmenté d'environ 40% en février en glissement annuel, à hauteur de 2,16 Mds USD, soit le montant le plus élevé de l'année fiscale en cours. Cette hausse peut s'expliquer par une plus grande confiance des expatriés dans l'économie après les élections et par un taux de change qui reste désormais stable. Dans le même temps, les exportations du mois de février ont crû de 12% sur un an, pour atteindre 5,18 Mds USD.

Ces chiffres ont notamment permis de rehausser les réserves brutes du Bangladesh au sens du FMI à hauteur de 20,98 Mds USD à la fin février, contre 19,30 Mds USD à la fin novembre. Le Bangladesh devra néanmoins régler ses arriérés la semaine prochaine dans le cadre de l'Asian Clearing Union (ACU, initiative qui regroupe 9 banques centrales), à hauteur d'environ 1,3 Md USD.

Les Etats-Unis ouvrent une enquête pour concurrence déloyale contre le Bangladesh dans le secteur du prêt-à-porter

La Commission du commerce internationale des Etats-Unis (USITC) prévoit d'ouvrir une enquête pour concurrence déloyale concernant la hausse récente des prix des vêtements provenant du Bangladesh. L'USITC a constaté que les prix payés par les États-Unis pour chaque vêtement produit au Bangladesh sont désormais plus élevés que pour des vêtements provenant d'autres pays, comme par exemple la Chine et le Pakistan. Si la commission considère que l'importation de certains articles nuit ou menace de nuire gravement à une industrie ou restreint le commerce aux Etats-Unis, elle peut émettre des ordonnances excluant les produits d'entrer dans le pays.

Le président de l'association des exportateurs et fabricants de prêt-à-porter au Bangladesh (BGMEA) considère que cette hausse des prix résulte de l'augmentation des coûts des matières premières, de l'énergie et des frais de transport.

Une inflation en baisse en février mais toujours supérieure à la croissance des salaires

L'inflation a légèrement reflué en février à 9,7%, contre 9,9% en glissement mensuel, notamment grâce à une diminution de l'inflation alimentaire passant de 9,6% en janvier à 9,4% aujourd'hui.

Néanmoins, l'indice des salaires des travailleurs peu qualifiés n'a crû que de 7,8% en février. La croissance des salaires reste en dessous de l'inflation depuis début 2022, les revenus du travail ne parvenant pas à suivre l'augmentation des prix poussée à la hausse par le contexte de la guerre en Ukraine.

Bhoutan

L'inflation enregistre une progression de 4,3% en janvier 2024

L'indice des prix à la consommation pour le mois de janvier enregistre une augmentation de 4,32 % en glissement annuel, selon le dernier rapport du Bureau national des statistiques. Ce rapport met en lumière une dynamique contrastée entre les prix des produits alimentaires, en hausse, et ceux des produits non-alimentaires, en baisse.

L'indice des prix à la consommation englobe les biens et services consommés par les ménages, et sa sélection repose sur un échantillonnage de biens et services, guidé par les données sur les dépenses des ménages, afin de mesurer l'inflation subie par ces derniers. La collecte des prix se concentre sur les zones urbaines de vingt districts.

Le rapport de janvier révèle une augmentation des prix des produits alimentaires, incluant les boissons alcoolisées et non alcoolisées. Ces prix sont passés de 1,49 % en janvier de l'année précédente à 5,83 % au cours du même mois cette année. En revanche, les produits non-alimentaires ont enregistré une baisse, passant de 6,81 % à 3,06 % sur la même période. Hormis les secteurs des transports et des communications, la plupart des catégories ont enregistré une augmentation des prix au cours de cette période.

Parallèlement, l'érosion du ngultrum persiste, avec un pouvoir d'achat de 56,5 en janvier 2024 par rapport aux prix de décembre 2012. Cela signifie que 100 Nu en décembre 2012 ne valent plus que 56,5 Nu aujourd'hui. Le pouvoir d'achat du ngultrum a connu une baisse de 4,14 % au cours de l'année précédente, attribuable à la hausse des prix dans l'économie.

Croissance importante des importations de combustibles parallèlement au déclin marqué des exportations d'électricité

Alors que les importations de combustibles enregistrent une augmentation significative, les exportations d'électricité, quant à elles, connaissent un déclin marqué.

Selon les données commerciales, les importations de carburant sont passées de 137 M USD en 2022 à 161 M USD en 2023, soit une hausse de 17,5% en g.a. Cette tendance contraste nettement avec les années précédentes, où les importations se situaient à 124 M USD en 2019, 75 M USD en 2020, en baisse substantielle avec l'avènement de la pandémie, et à 101 M USD en 2021.

À l'inverse, les exportations d'électricité sont en net recul, passant de 272 M USD 2022 à 202 M USD en 2023 (-25,7% en g.a.). Pour comparaison, les ventes d'électricité vers l'Inde atteignaient 333 M USD en 2020.

La principale raison de cette diminution des recettes d'exportation s'explique par l'augmentation de la demande intérieure d'électricité, en hausse de 98 % en 2023. En effet, la consommation d'électricité a enregistré une croissance remarquable, passant de 0,06 GWh en 2014 à 0,57 GWh en 2022, avec la consommation industrielle passant de 1 593 GWh en 2014 à 2 859,51 GWh en 2022, la majeure partie étant attribuée aux industries à forte intensité énergétique (91,7 % du total).

En outre, la production d'hydroélectricité a connu une baisse marginale de 2 % l'année dernière par rapport à l'année précédente.

Les exportations d'électricité du pays ont culminé à 9 259,7 GWh en 2020, avant de chuter à 8 075,5 GWh en 2021, puis à 7 240,2 GWh en 2022.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Révision à la hausse des prévisions de croissance de la Banque centrale pour l'année 2023/24

Le gouverneur de la Banque centrale (RBI) a déclaré que la croissance de l'économie indienne devrait connaître une croissance proche de 8 %, supérieure à l'estimation de 7,6 % du Ministère des statistiques (NSO) pour l'exercice budgétaire 2023/24. Cette estimation s'explique par une performance économique meilleure que prévu au cours des trois premiers trimestres de cette même année. Il attribue cette perspective optimiste à une activité d'investissement soutenue, stimulée par les dépenses en capital du gouvernement ainsi qu'à une reprise des dépenses des entreprises privées dans certains secteurs clés. Plusieurs facteurs devraient par ailleurs contribuer à maintenir la solide trajectoire de croissance de l'économie : l'amélioration de la demande rurale, la forte demande urbaine et un assouplissement monétaire anticipé plus tard dans l'année.

La RBI prévoit une croissance économique de 7% pour l'année budgétaire 2024/25 contre une prévision du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale de respectivement 6,5 % et de 6,4 %. La RBI devrait maintenir le taux directeur à 6,5 % lors de la prochaine réunion du Comité de Politique Monétaire (MPC) d'avril 2024.

Le gouverneur a également réaffirmé l'engagement de la RBI de ramener l'inflation vers le centre de la cible de 4 %, tout en reconnaissant les incertitudes liées aux risques géopolitiques et climatiques.

Politique monétaire et financière

Vers une baisse différée du taux directeur du Comité de politique monétaire de la RBI

La RBI a maintenu son taux directeur à 6,5 %, lors de sa dernière réunion du Comité de Politique Monétaire (MPC) qui s'est tenue le 8 février. La croissance, plus forte que prévu, à 8,4% au troisième trimestre de l'année budgétaire 2023/24, devrait inciter la RBI à maintenir son taux dans les prochains mois. Ainsi, la plupart des économistes anticipent désormais un prolongement de la politique de « *statu quo* » jusqu'au mois

d'octobre, et ce d'autant que les anticipations de réduction des taux de la Fed sont désormais repoussées.

Cette décision dépendra de plusieurs facteurs, comme l'évolution de l'inflation. Celle-ci reste dépendante de l'évolution des prix des matières premières, et notamment du pétrole, liée au contexte mondial, mais également de la mousson. Dans l'hypothèse d'une mousson normale au cours de l'année 2024/25, la RBI prévoit une inflation de 5 % au premier trimestre, puis de 4 % au deuxième trimestre. Pour rappel, la dernière estimation de la RBI (février) table sur une inflation de 5,4 % pour l'année budgétaire 2023/24.

En outre, une attention particulière est portée à la communication de la RBI sur la liquidité, étant donné que le système bancaire est confronté à des défis de liquidité persistants et que la croissance du crédit dépasse largement celle des dépôts.

Inclusion annoncée des titres d'État indiens dans l'indice Bloomberg EMLC

Dans le sillage de l'inclusion annoncée en septembre dernier des titres d'Etat indiens dans l'indice JP Morgan GBI EM, qui démarrera fin juin, le fournisseur de services financiers Bloomberg a annoncé cette semaine leur inclusion dans son indice *Emerging Market Local Currency (Bloomberg EM LC)*. L'opération sera initiée en janvier 2025 et s'étalera sur dix mois. Les estimations de flux entrants devraient être de l'ordre de 2 à 5 Mds USD, en liaison avec la nécessité pour nombre de gestionnaires de portefeuilles obligataires internationaux de répliquer les indices et avec la sous-exposition en titres d'Etat indiens des fonds cherchant à obtenir des rendements supérieurs aux benchmarks. Dans ce contexte, la détention de titres d'Etat indiens par les non-résidents devrait atteindre 5% de l'encours d'ici 2025 ; les aspects fiscaux devraient toutefois freiner la diversification des portefeuilles obligataires en titres d'Etat indiens.

Politique commerciale

Hausse de l'activité manufacturière en Inde selon une enquête privée

En février 2024, l'activité manufacturière en Inde a atteint son plus haut niveau en cinq mois, portée par une augmentation des nouvelles commandes à l'exportation. L'indice des directeurs d'achat (PMI) mesuré par HSBC India est passé de 56,5 en janvier à 56,9 en février, signalant une reprise des commandes à l'exportation, après avoir atteint son plus bas niveau depuis 18 mois en décembre. Selon HSBC, le secteur manufacturier enregistre ainsi sa meilleure performance depuis septembre 2023.

Selon HSBC, la demande extérieure est stimulée par des pays tels que l'Australie, le Bangladesh, le Brésil, le Canada, la Chine, l'Europe, l'Indonésie, les États-Unis et les Émirats arabes unis.

Sur le plan intérieur, les pressions sur les prix pour les entreprises ont atteint leur plus bas niveau en 43 mois, ce qui a également eu un impact sur les prix facturés par les fabricants. Seulement 8 % des 400 fabricants interrogés ont répercuté les coûts sur les consommateurs, ce qui a entraîné la plus faible hausse des prix depuis avril 2023.

Malgré l'augmentation des commandes d'usine et de la production, les entreprises ont évité d'augmenter les effectifs, indiquant que les effectifs actuels étaient suffisants pour répondre aux besoins actuels.

Ralentissement de la croissance du secteur des services en février 2024

Selon l'enquête d'HSBC, la croissance du secteur des services en Inde a ralenti pour atteindre 60,6 en février 2024, contre 61,8 en janvier, selon l'Indice d'activité dans le secteur des services de HSBC Inde. Malgré cette baisse, l'activité des services a atteint son deuxième niveau le plus élevé en cinq mois. Cependant, une croissance plus modérée a assombri les perspectives commerciales. Parmi les 400 entreprises interrogées, 26 % prévoient une croissance dans l'année à venir, tandis que 2 % anticipent un déclin.

L'indice global se situe largement au-dessus du seuil de neutralité de 50 et signale ainsi un taux d'expansion élevé. Le secteur de la finance et de l'assurance a enregistré le rythme de croissance le plus soutenu, contrairement aux secteurs de l'immobilier et des services aux entreprises qui ont enregistré le rythme d'augmentation le plus lent en février.

Selon les chiffres publiés par le gouvernement, les exportations de services de l'Inde ont augmenté de 6% pour atteindre 284,5 Mds USD au cours des dix premiers mois de l'exercice budgétaire 2023/24. Par ailleurs, la modération de l'inflation des coûts des intrants a conduit à une baisse des prix de vente.

Maldives

Nouveau record des chiffres sur le tourisme

En 2023, les chiffres du tourisme aux Maldives étaient de 1,88 million contre 1,68 million en 2022. En 2024, le nombre total d'arrivées de touristes au cours des deux premiers mois de l'année est de 392 389 contre 350 414 en 2023. En février, plus de 200 000 touristes ont visité les Maldives, établissant ainsi un nouveau record. Selon le ministère du Tourisme, 200 004 touristes sont arrivés aux Maldives au mois de février contre 177 915 en février 2022. C'est la première fois que le nombre de touristes visitant les Maldives dépasse les 200 000 en un mois. On observe une augmentation de 15% par rapport au mois de février 2022. En 2023, les principaux touristes aux Maldives étaient : les Indiens (11,1%), les Russes (11%) et les Chinois (9,9%). Au mois de janvier 2024, le tourisme indien est passé à la 5^{ème} place avec 7,7%, passant derrière la Russie (10,4%), la Chine (10,3%), l'Italie (10,1%) et le Royaume-Uni (8,3%). Le ministre du Tourisme, Ibrahim Faisal, affirme que des efforts seront mis en place pour promouvoir le tourisme aux Maldives. Il estime que le nombre annuel d'entrées touristiques devrait dépasser les 2 millions.

Népal

Nouveaux projets de la Banque mondiale au Népal

La Banque mondiale a donné son approbation à un financement de 200 M USD pour deux projets au Népal, visant à soutenir la transition du pays via un programme d'aide budgétaire et un programme améliorant le développement et l'entretien du réseau routier provincial et local.

Selon le communiqué de presse du siège de la Banque mondiale, la moitié du financement, soit 100 M USD, vise à renforcer la collecte des recettes, à réduire la fragmentation de la gestion de la dette et à accroître sa transparence. Le programme financera également des réformes visant à renforcer les dépenses d'infrastructures résilientes au climat, et à abaisser le seuil minimum d'investissement direct étranger (IDE) au Népal pour promouvoir les entrées d'IDE.

Un montant équivalent contribuera à la mise en œuvre d'un programme global de développement et d'entretien du réseau routier provincial et local du Népal. Ce financement appuiera l'amélioration de l'efficacité des services, renforcera la résilience de certains ponts et routes provinciaux, et garantira aux communautés un meilleur accès aux marchés et aux services.

Faris Hadad-Zervos, directeur national de la Banque mondiale pour le Népal, Sri Lanka et les Maldives, a souligné que ces nouveaux projets financés par l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale continueront à se concentrer sur l'amélioration des conditions de vie des populations, notamment à travers le développement d'infrastructures et de services.

Pakistan

Shehbaz Sharif prête serment en tant que Premier ministre et indique que sa priorité consiste à négocier une nouvelle facilité de crédit élargie (EFF) avec le FMI

Dans le domaine économique, le nouveau gouvernement se fixe deux priorités, (i) négocier un nouvel accord dans le cadre du mécanisme de financement élargi (EFF) d'une durée de 36 mois, visant à augmenter la taille du programme de 6 Mds USD à 8 Mds (ce deuxième format proposé intégrerait une enveloppe pour le financement climatique) ; (ii) à veiller à ce que les recettes fiscales soient conformes à l'objectif fixé lors du vote de la loi de finances.

Une fois le nouveau gouvernement formé, il est prévu qu'une équipe du FMI se rende à Islamabad pour la seconde revue de l'accord de confirmation (SBA). Dans ce contexte, la question de savoir qui sera l'interlocuteur du FMI est essentielle. La presse indique que Mme Shamshad Akhtar, ministre des Finances du gouvernement de transition ou M. Muhammad Aurangzeb, actuel PDG de la première banque du pays (Habib Bank Ltd – HBL) pourraient être pressentis au poste de ministre des Finances et du Budget.

Dans ce contexte, la presse se fait l'écho de ce que pourraient être les conditions du FMI pour un nouveau programme : doublement des impôts pour les particuliers salariés et non-salariés ; passage de sept à quatre tranches d'imposition ; suppression des exonérations fiscales sur les cotisations des employeurs privés aux retraites ; augmentation de la TVA à 18 % pour divers produits essentiels tels que les aliments non transformés, les médicaments et les produits pétroliers.

Baisse de l'inflation en février à 23,1% en g.a.

Selon la Banque centrale (SBP - State Bank of Pakistan), malgré l'augmentation des prix de l'essence, l'indice des prix à la consommation (IPC) a baissé de 5,2 points de pourcentage en raison de la baisse des prix sur les produits agricoles liée à de bonnes récoltes. La SBP relève cependant son objectif en matière d'IPC pour la fin de l'année budgétaire à 23-25 %, par rapport à une projection précédente de 20-22 %.

Les commentateurs indiquent que les prochaines enchères de bons du Trésor pourraient être proposées à un taux d'intérêt de l'ordre de 19-20 % et que la SBP pourrait réduire son taux directeur (actuellement de 22%) lors de son Comité de politique monétaire du 18 mars.

La dette extérieure a augmenté de 1,2 Md USD au cours du premier trimestre de l'année budgétaire en cours

De source officielle pakistanaise (rapport trimestriel sur l'aide économique étrangère), la dette publique extérieure du Pakistan a atteint 86,358 Mds USD au 30 septembre 2023. Au premier trimestre de l'année 2022/2023, le solde des prêts dont le Pakistan a bénéficié s'est élevé à 1,97 Md USD (nouveaux prêts étrangers : 3,5 milliards de dollars moins remboursements de 1,5 Md USD). Au 30 septembre 2023, 64% de la dette publique extérieure totale provenait de sources multilatérales et bilatérales à des conditions concessionnelles. On observe une accélération de l'endettement extérieur : de juillet à septembre 2022, le pays avait reçu 2,2 Mds USD de prêts et remboursé 2,06 Mds USD.

MSCI : inclusion de 22 sociétés pakistanaises dans ses indices Frontier Market et Small Cap, à compter du 29 février

MSCI a ajouté trois sociétés pakistanaises - Bank Al Habib Ltd, Interloop Ltd -société textile - et Sui North Gas Pipelines Ltd (une société détenue à majorité par l'Etat qui figure sur la liste des sociétés à privatiser) - à son Frontier Market Index.

Par ailleurs, dix-neuf sociétés pakistanaises ont été ajoutées à l'indice MSCI Frontier Market Small Cap. Ces sociétés sont les suivantes: Adamjee Insurance Company, Agritech Limited, Aisha Steel Mills, Askari Bank Limited, Century Paper & Board, Ferozsons Laboratories, Ghandhara Industries, Ghani Glass Limited, Hascol Petroleum Limited, IGI Holdings, JS Bank Limited, Murree Brewery, Nishat Chunian, Pakistan Cables, PSX (la Bourse du Pakistan), Service Global Footwear, Sui Southern Gas Company, Treet Corp et Worldcall Telecom.

Quatre sociétés pakistanaises – Bank Islami Pakistan Ltd, Fauji Cement Co Ltd, Pak Suzuki Motor Co Ltd et Sui North Gas Pipelines Ltd – ont été retirées de l'indice des petites capitalisations.

Au 29 février, le MSCI Index Cap pour le Pakistan s'établissait à 113,93 Mds USD contre 108,9 Mds USD le 1^{er} décembre 2023.

Signaux faibles de crise dans le secteur immobilier

La crise du secteur immobilier se manifeste par une diminution des transactions immobilières : les appartements et villas (situés dans de prestigieux condominiums) destinés aux clientèles aisées ne trouvent pas d'acheteurs. Les agents immobiliers rapportent une baisse de 15% de la valeur des propriétés sur le marché ancien pour 2022/2023. La presse rapporte que de 2013 à 2023, la ville de Karachi connaissait une baisse de 4 % de la valeur de ses propriétés, tandis que Mumbai enregistrerait une augmentation de 8 %.

En 2022/2023, le marché hypothécaire pakistanaise s'est effondré à 0,1% du PIB

En 2022/2023, le secteur hypothécaire pakistanaise s'est littéralement effondré à 0,1% du PIB du fait de taux hypothécaires exceptionnellement élevés, qui ont atteint jusqu'à 24 %. Le marché hypothécaire pakistanaise est nettement plus modeste que celui des autres pays asiatiques, comme en témoigne son ratio crédit hypothécaire/PIB inférieur à 0,5 % depuis plus de dix ans.

D'une façon générale, les experts considèrent que les sociétés engagées dans le secteur hypothécaire pakistanaise n'ont ni suffisamment expliqué leurs produits hypothécaires, ni adapté leurs produits financiers aux clientèles issues de la classe moyenne inférieure.

La BAsD annule un don de 600 000 USD d'assistance technique pour le stockage de gaz au Pakistan

Selon le media ProPakistani, cette annulation d'un don de la BAsD signé le 16 décembre 2021 est liée au fait que le ministère de l'Energie n'avait pas donné à l'équipe d'experts sélectionnée un accès en temps réel aux données gazières.

Sri Lanka

Proposition d'un nouveau cadre juridique pour moderniser l'économie sri-lankaise

Le dimanche 3 mars s'est tenu un dialogue entre le Président et des jeunes juristes sur la nécessité de nouvelles réformes juridiques. Le Président est revenu sur le nouveau cadre juridique qu'il souhaiterait mettre en place. Il a soulevé la nécessité d'introduire de nouvelles lois pour moderniser l'économie sri-lankaise. Il a rappelé d'abord que 42 lois avaient été promulguées par le Parlement au cours des 14 derniers mois et que de nouvelles allaient être votées. Ces nouvelles lois qui visent à moderniser l'économie porteront sur différents domaines tels que les finances, l'éducation, la santé, l'agriculture, le tourisme, le changement climatique, l'environnement, etc. Une loi sur la transformation économique sera promulguée dans le cadre de ce projet. Cette loi pourrait entraîner la création d'une Nouvelle Commission Économique qui superviserait les activités économiques et le commerce international à la place du *Board of Investment*. Le Président souhaite dissoudre le Département du commerce en le remplaçant par un bureau du commerce international.

Baisse notable du prix de l'électricité

Le 4 mars 2024, la *Public Utilities Commission of Sri Lanka* (PUCSL) a approuvé une révision à la baisse des tarifs en vigueur sur l'électricité. Pour les ménages, cette diminution des prix pratiqués par le *Ceylon Electricity Board* (CEB) est ventilée en fonction des tranches tarifaires traditionnelles de Sri Lanka. La revue des prix à la baisse dépend ainsi de seuils de consommation mensuelle : 0 à 30 kWh (-33%), 31 à 60 kWh (-28%), 61 à 90 kWh (-30%), 91 à 180 kWh (-24%), et plus de 180 kWh (-18%). D'un point de vue financier, c'est le profit notable du CEB sur l'exercice 2023 (198,7 M USD) qui a permis l'entrée en vigueur de cette mesure. Ce résultat s'explique par l'importante pluviométrie observée sur l'île d'octobre à décembre, qui a permis d'augmenter le recours à l'hydroélectricité plutôt qu'au pétrole et au charbon, deux sources d'énergie plus coûteuses à exploiter. CEB fait ainsi partie des 52 entreprises publiques sri-lankaises redevenues profitables en 2023, avec un profit de 1,01 Md USD au total après les lourdes pertes subies en 2022, qui s'élevaient à 2,41 Mds USD.

Nouvelle phase d'investissement chinois dans le projet de Colombo Port City

Le Chairman de la China Communications Construction Company (CCCC) rendait visite le 1er mars 2024 au président Ranil Wickremesinghe. Ce fut l'occasion pour l'entreprise publique chinoise d'annoncer son intention d'investir 300 MUSD pour la seconde phase du projet Colombo Port City d'ici juin 2024.

Pour mémoire, Port City désigne le projet de création d'une ville nouvelle gagnée sur la mer, adjacente au quartier des affaires de la capitale sri-lankaise, lancée conjointement en 2014 par l'ancien président sri-lankais Mahinda Rajapaksa et son homologue chinois Xi Jinping. En 2021, le Parlement a par ailleurs décidé d'en faire une zone économique spéciale (ZES) fonctionnant comme zone *offshore* dans le but d'attirer des flux financiers internationaux.

Cette somme s'ajoute ainsi à celle d'1,4 Md USD qui avait déjà été déboursée par la *China Harbour Engineering Company* (CHEC), filiale de CCC en charge du projet Port City. Si le montant initial correspondait aux coûts de poldérisation et de construction d'une presqu'île gagnée sur la mer, ce nouveau décaissement sera destiné à la construction de deux tours abritant un centre financier international et des logements, mais aussi à l'aménagement d'une marina et d'un hôtel. Sur les 269 hectares de la presqu'île, 176 sont susceptibles de faire l'objet de développements immobiliers, sachant que les deux tiers de cette surface ont été concédés par Sri Lanka à CHEC pour une exploitation de 99 ans.

Appels à manifestation d'intérêt pour améliorer la connectivité dans le nord de Sri Lanka

Afin de promouvoir le développement de la province du Nord et la connectivité avec l'Inde, les autorités sri-lankaises souhaiteraient y développer des projets portuaires et aéroportuaires. En effet, un appel à manifestation d'intérêt a été lancé pour l'extension de l'aéroport de Jaffna, la capitale de la région Nord dans le cadre d'un contrat *Design, Build Operate and Transfer* (DBFOT). Cette extension a pour but de permettre l'exploitation d'avions de plus grande taille (A330). Les candidatures sont ouvertes aux entreprises et coentreprises de toutes nationalités. Parmi les critères exigés pour soumissionner, un chiffre d'affaires annuel moyen au cours des cinq dernières années d'une valeur d'au moins 50 MUSD est nécessaire... Par ailleurs, le Sri Lanka Ports Authority (SLPA) souhaite développer le port de Kankasanturai (KKS) à proximité de la ville pour en faire un port commercial. Le Président de la SLPA, Keeth Bernard, a déclaré qu'environ 1,4 MUSD (450 millions de LKR) ont déjà été investis dans ce port. Un appel à manifestation d'intérêt sera bientôt lancé pour son réaménagement. Abandonnées lors des précédentes crises politiques, les traversées en ferry vers l'Inde ont officiellement repris après l'inauguration en octobre 2023. Le Président de SLPA a annoncé qu'un crédit de 61 MUSD devrait être octroyé par le gouvernement indien pour développer les infrastructures du port.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB-	Négative	C	C
Pakistan	Caa3	Stable	CCC+	Stable	CCC-	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

david.karmouni@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : david.karmouni@dgtrésor.gouv.fr